

IL REJOINT LE FRONT DU BOYCOTT

Benbitour ne sera pas candidat

Ahmed Benbitour renonce à se porter candidat à l'élection présidentielle. Il dit être arrivé à la conviction que les urnes ne seront que «leurre» et «piraterie légalement soutenue». L'ancien chef du gouvernement annonçait hier son retrait. Il rejoint le front du boycott et fait part de son intention de prendre part à toute initiative pacifique pour que se fasse le changement.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - A moins de 24 heures de l'expiration du délai du dépôt des candidatures, Ahmed Benbitour annonce son retrait de la course.

L'ancien chef du gouvernement avait pourtant réussi à collecter les signatures exigées pour pouvoir prétendre à la candidature. Procès-verbal d'huissier à l'appui, il affirme avoir récolté 85 075 signatures dans 29 wilayas.

Son retrait n'est donc motivé que par la certitude que l'élection est d'ores et déjà verrouillée et que son issue avait été déjà tranchée par une administration qui a choisi son candidat. Benbitour avertit cependant, que le retrait ne signifie nullement un repli.

Au contraire, il appelle au boycott et fait part de sa «solidarité active» avec des

«partenaires politiques qui ont lancé un appel au boycott». Il fait part de son intention de prendre part à des actions pacifiques en faveur du boycott et du changement de régime.

Benbitour s'est dit, hier, convaincu que «les urnes ne seront qu'un leurre et une piraterie légalement soutenue». Il avait été le premier à annoncer sa candidature avant de constater que «la persistance de la fermeture des canaux les plus efficaces pour la mobilisation du peuple autour des idées et des actions de la sauvegarde de la nation algérienne».

Il dénonce l'usage inconsidéré des deniers publics, le maintien d'un gouvernement dont les membres sont «notoirement connus pour leur allégeance au candidat-président, la défaillance des mécanismes



Benbitour se retire de la course.

de régulation par l'instrumentalisation de la justice, la vassalisation de l'administration, la confiscation des médias audiovisuels

publics» qui font de cette élection «une rupture du pouvoir avec le peuple».

Benbitour constate qu'«une fois de plus, les forces de la fraude auront pris le dessus sur l'argumentation convaincante» et que «la légalité et la constitutionnalité ont été bafouées».

S'adressant à tous ceux qui ont cru en son projet, l'ancien chef du gouvernement dira que le combat doit continuer. Il appelle à la mise en place d'instruments pour la poursuite de leur engagement politique et insiste sur la nécessité de mener «des actions politiques d'envergure avec la forte mobilisation du peuple».

Il leur propose la préparation d'une feuille de route pour définir quelle forme devra prendre le changement de système avant la mise en place d'un pacte social qui servira de base à une nouvelle Constitution qui bannira le monopole du pouvoir par des groupes «immoraux» ou «incompétents» et le détournement de l'Etat au profit d'intérêts privés. Pour la réussite de ce projet, il mise sur une large mobilisation populaire.

N. I.

CANDIDATURE
DE BOUTEFLIKA
Le MCLD appelle à l'application
de l'article 88

Le Mouvement citoyen pour les libertés et le développement (MCLD) appelle carrément à la destitution du président Bouteflika pour incapacité physique. C'est là le message nodal d'une déclaration, rendue publique hier et signée par le porte-parole de ce mouvement, en l'occurrence, l'ex-député, Ali Brahimi.

Dans cette déclaration, le MCLD considère que l'heure est grave et que «Bouteflika et les tenants du régime seraient bien avisés de ne pas mépriser l'ampleur de l'indignation populaire y compris parmi les partisans du président sortant».

Auparavant, le MCLD qui est «convaincu que la responsabilité éthique et politique commande aux candidats crédibles encore en lice, de se retirer d'une course alibi», — un appel qui s'adresse presque au seul Ali Benflis qui reste le seul crédible encore en lice, — rappelle que «le droit formel de Bouteflika de postuler à sa succession ne peut et ne doit ignorer que l'acte viole la loi pour incapacité médicale connue du monde et prouvée par son recours à autrui pour l'assumer».

Aussi, partant de ce principe et tout en s'interdisant tout recours à la violence ou au «coup d'Etat qui verrait le pays plonger dans les abysses des institutions et pouvoirs d'exception», rappelle que «l'article 88 de la loi fondamentale du pays, est une alternative constitutionnelle stable et paisible, faite pour sortir le pays du traquenard».

Ainsi, le MCLD et au regard de tout ce qui se passe actuellement dans le pays, autour de cette élection alibi qui se prépare par procuration et dont on ne connaît pas encore qui va réellement gouverner le pays après le 17 avril, étant donné l'incapacité avérée du président à assumer ses fonctions présidentielles depuis près d'une année déjà, lance un appel à «toutes les forces, dans la société politique et la société civile, dans les institutions et hors des institutions, à aller vers des états généraux citoyens en vue d'élaborer les axes fondamentaux d'une transition démocratique pacifique et négociée et mettre en place les instruments militants et citoyens que la démarche requiert».

Enfin, pour le MCLD qui appelle Bouteflika et les décideurs civils et militaires, «à la raison et à la responsabilité pour faire de la prochaine mandature une chance vers une transition démocratique pacifique», rappelle que «l'Etat démocratique et social promis par Novembre et la Soummam passe par la dissolution de la police politique, le redéploiement de l'armée sur ses seules missions constitutionnelles de défense du territoire, l'abrogation de toutes les entraves aux libertés publiques, l'organisation d'élections législatives ou constituantes libres — à défaut d'une présidentielle propre — l'édification d'un Etat de droit et d'une démocratie parlementaire qui mettent fin à l'impunité et à la corruption au profit de la justice sociale et du développement durable».

Y. Y.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
Moussa Touati expose son programme
électoral

Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, candidat à la candidature pour l'élection présidentielle du 17 avril prochain, a exposé devant la presse, hier lundi, les grands axes de son programme électoral. Un programme qui ne comporte aucune innovation notable.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Habitué du concours, Moussa Touati appréhende celui présent avec un enthousiasme évident. Après avoir déposé ses souscriptions auprès du Conseil constitutionnel, il se reprend à organiser sa communication-propagande.

Hier, c'était autour de son programme de campagne qu'il a débattu avec la presse. Mais pour axes

de programme, Moussa Touati s'est résumé à transcrire une série de slogans vocables à sens large ou chacun peut mettre l'acceptation qu'il veut.

Le candidat Touati n'explique pas les contenus pratiques. Ce qui semble avoir guidé sa démarche, c'est seulement l'envie de capter l'électorat, quelle qu'en soit l'obédience de ce dernier.

Ainsi, il promet, si toutefois s'il venait à être élu, de

se consacrer, au plan de la famille, à la généralisation des écoles coraniques. L'ex-FIS dissous n'aurait pas proposé mieux. S'il a pensé à l'éducation religieuse, le candidat Touati a omis, volontairement, assurément, de dire ce qu'il pense faire de la famille elle-même, notamment s'agissant du statut de la femme.

Moussa Touati ne se prononce pas sur le code de la famille qui fait de la femme une mineure à vie et qui la spolie de son droit à une citoyenneté pleine et entière.

Parlant de l'école, le

candidat Touati lui définit comme vocation «l'intérêt national». Désirant brasser large, il inscrit dans son programme la création d'une académie de la langue amazighe.

Enfin, ce qu'il faudra peut-être retenir chez Touati c'est qu'il est partisan d'un régime parlementaire qui consacre la volonté populaire.

Cela dit, Moussa Touati est resté insensible à ceux qui appellent au boycott du scrutin présidentiel. Lui, il maintient sa candidature, même s'il appréhende la fraude.

S. A. I.

PROFITANT D'UNE ÉCHÉANCE PRÉSIDENTIELLE
QU'ILS SAVENT SCÉLÉE D'AVANCE

Ces «candidats» qui ont eu leur quart d'heure
de gloire

A peine avoir annoncé leurs candidatures aux élections présidentielles d'avril 2014, qu'ils se sont retirés. Pour la plupart d'entre eux, c'était une expérience à vivre, une occasion à saisir pour exprimer à la faveur des projecteurs des médias, leur opinion, leurs chagrin et désarroi sur ce qu'est devenu la terre d'Algérie.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Rachid Nekkaz, Tarek Mihoubi, Kamel Benkoussa... pour ne citer que ceux-là, candidats à la candidature aux élections présidentielles d'avril 2014, ont eu leur quart d'heure de gloire.

C'était le temps d'un instant, et au moment où le pouvoir avait besoin d'un maximum de candidatures pour crédibiliser une échéance scellée d'avance. C'était ni plus ni moins qu'une opportunité à saisir, puisque tout citoyen algérien a le droit de retirer les fameux formulaires, lesquels devront être validés

par le Conseil constitutionnel.

Si certains savaient dès le départ qu'ils ne réussiraient jamais à réunir les 60 000 signatures exigées pour rejoindre la course vers le palais d'El Mouradia, d'autres n'ont même pas fait l'effort, vu que l'intention première d'une telle démarche repose sur d'autres considérations. C'est un contexte, une opportunité pour exprimer ses opinions dans un pays où tout citoyen n'a pas souvent l'occasion, sinon le droit de le faire en toute liberté. Qu'ils l'aient fait pour se faire connaître, pour être sous les projecteurs des médias ou satisfaire un ego personnel, ce qu'il faut retenir, et par-dessus tout, c'est qu'ils ont tous exprimé leur chagrin, leur désarroi sur ce qu'est devenue la terre d'Algérie. Il y a en a même qui ont postulé par ironie ; histoire de dire au monde entier que, ce qui est considéré ailleurs comme un événement décisif pour l'avenir d'une nation,

chez nous, ce n'est ni plus ni moins qu'une mascarade. Comme quoi si ailleurs le ridicule ne tue pas, chez nous, il ne fait pas même rougir. La preuve, c'est qu'ils ont eu l'humilité de se retirer longtemps avant que la date butoir de dépôt du dossier de candidature n'arrive à terme. C'était en clair, un message à celui qui succède et pour la quatrième fois, à lui-même, que nous refusons de cautionner un coup théâtral. Ils ont eu des suivistes, des fans et des adhérents sur les réseaux sociaux. Ils ont eu des portraits et des interviews sur les colonnes des journaux.

Ils ont été les invités de plateaux télévisés et ils ont exprimé ce qu'il leur tenait à cœur. Ils n'ont rien perdu, mais bien au contraire, ils font désormais partie de l'histoire d'une Algérie qu'ils mettent devant sa réalité.

M. M.